



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
Délégation Centre Limousin Poitou Charente

**OBJET : PRESTATION DE MAINTENANCE MULTI TECHNIQUE  
DES BATIMENTS DU TAAM**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

**Procédure n°2025-07**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 3 - FORME DU CONTRAT .....	3
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE .....	3
4.1 Durée de l'accord-cadre .....	3
4.2 Reconduction de l'accord-cadre .....	3
ARTICLE 5 - PRIX .....	3
5.1 Forme des prix (dispositions communes aux deux lots) .....	3
5.2 Variation des prix (dispositions communes aux deux lots) .....	4
5.3 Clause de sauvegarde .....	4
ARTICLE 6 - MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	4
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT .....	5
7.1 Présentation des demandes de paiement .....	5
7.2 Modalités de facturation .....	5
7.3 Délai global de paiement .....	6
ARTICLE 8 - AVANCE FORFAITAIRE .....	6
ARTICLE 9 - GARANTIES FINANCIERES .....	6
ARTICLE 10 - SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE .....	6
ARTICLE 11 - CLAUSES DE REEXAMEN .....	6
11.1 Modification du périmètre .....	6
11.2 Volumétrie .....	7
ARTICLE 12 - VERIFICATION ET ADMISSION .....	7
ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD .....	7
ARTICLE 14 - OBLIGATION DU TITULAIRE .....	7
14.1 Obligations générales .....	7
14.2 Confidentialité .....	8
14.3 Zone à régime restrictif (ZRR) .....	8
ARTICLE 15 - RESILIATION .....	10
ARTICLE 16 - LITIGES .....	10
ARTICLE 17 - NORMES .....	10
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	10

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet un accord-cadre portant sur des prestations de maintenance multi technique des bâtiments du laboratoire TAAM.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes (n° 1 « CRT » et n° 2 « CRE ») dûment remplies et signés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande établis par l'ordonnateur ou une personne habilitée dans les conditions de l'article 6 du présent CCAP ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 3 - FORME DU CONTRAT

Le contrat est un accord-cadre passé en application des articles L2125-1 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono attributaire (conclu avec un seul opérateur économique) et s'exécute par bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum sur la durée annuelle du marché. Ce montant **n'est pas un estimatif**, il ne représente qu'un maximum à ne pas dépasser.

- Le montant maximum annuel du marché est de 65 000,00 € HT.

## ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

### 4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois ferme à compter de sa notification.

### 4.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement à chaque date anniversaire du marché pour une période de 12 mois sans que la durée totale du marché n'excède 4 ans. Le pouvoir adjudicateur peut, s'il le souhaite, mettre fin à l'accord-cadre avant l'échéance de la date anniversaire du marché de l'année suivante en envoyant un courrier recommandé au titulaire. Le courrier de résiliation doit respecter un délai de préavis de 2 mois avant la date anniversaire du marché de l'année suivante.

## ARTICLE 5 - PRIX

### 5.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est un marché mixte traité pour partie à prix global et forfaitaire et à prix unitaires.

**Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire :**

Le prix comprend le montant ainsi que toutes les charges fiscales, les frais afférents aux fournitures et sujétions nécessaires à la réalisation du marché ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.  
Le prestataire fournit à l'appui de son offre l'annexe n° 2 (CRE) à l'acte d'engagement.

**Pour la partie traitée à prix unitaires :**

Ces prix sont ceux issus de l'annexe n° 2 (CRE) à l'acte d'engagement. Les prix mentionnés dans cette annexe sont appliqués aux prestations réellement effectuées.

**5.2 Variation des prix**

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de remise des offres du marché, ce mois est appelé M0 « mois zéro ».

Par application de l'article R2112-13 du code de la commande publique, les prix sont fermes la première année, et ils sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché (1<sup>er</sup> décembre), par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times I_m / I_{m0})]$$

Dans laquelle :

P = prix €HT après révision ;

P<sub>0</sub> = prix €HT initial contractualisé dans l'accord-cadre et correspondant au mois M0 ;

I<sub>m</sub> = dernier indice du mois officiellement révisé connu à la date de révision ;

I<sub>m0</sub> = indice correspondant au mois M0.

Indice à prendre en compte pour ces calculs est l'Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - IPEA (CPF 43 hors 43.1) - Base 2015 - Identifiant INSEE : 010546546.

**La révision est à l'initiative du titulaire qui doit proposer deux mois avant la fin de la période concernée, les prix révisés selon la formule de calcul indiquée ci-dessus.**

**5.3 Clause de sauvegarde**

Toutefois, le TAAM se réserve le droit de résilier le marché en cas d'une augmentation annuelle de plus de 3%.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouvel accord-cadre, la résiliation ne prendra effet que trois mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix. Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3%.

**ARTICLE 6 - MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le présent accord-cadre s'établit à partir des prix indiqués dans l'annexe n° 2 de l'acte d'engagement (CRE) par le titulaire.

Pour les prestations mensuelles à prix global et forfaitaire, un bon de commande est adressé au prestataire lors du démarrage des prestations pour la première année d'exécution. Ensuite, un bon de commande est adressé pour chaque période de reconduction.

Pour les prestations à prix unitaires, les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 Présentation des demandes de paiement

Les règlements s'effectuent après service fait selon les prestations réalisées.

**Les prestations mensuelles forfaitaires pourront être proratisées durant la période d'été (juillet et août) et la fin de l'année (24 décembre au 1<sup>er</sup> janvier de manière estimative selon les années) aux nombres de jours réellement effectués en cas de baisse d'activité et des périodes de congés du personnel mis à disposition. Le CNRS sera seul décideur de la baisse d'activité et des semaines concernées durant ces périodes d'été et de fin d'année.**

Conformément au dispositif législatif et réglementaire relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-D%C3%A9poser-une-facture-2.0.pdf> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

Afin d'optimiser le temps de traitement, le titulaire veillera :

- au respect des mentions obligatoires devant figurer sur vos factures au regard du code du commerce (article L441-3 et articles R123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289 et article 242 et article 242 nonies A de l'annexe II) : quelques éléments de contenu sont indiqués dans l'annexe jointe ;
- à faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement, le numéro de la commande du TAAM (par exemple : 1675LXXXXX), le numéro de marché le cas échéant et, si possible, l'adresse de livraison (adresse du laboratoire bénéficiaire de la prestation).

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional de la Délégation Centre Limousin Poitou Charente 3E Avenue de la Recherche Scientifique 45071 ORLEANS CEDEX 2.

Le Comptable chargé du règlement des factures est le Comptable Secondaire de la Délégation Centre Limousin Poitou Charente 3E Avenue de la Recherche Scientifique 45071 ORLEANS CEDEX 2.

### 7.2 Modalités de facturation

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité TAAM facturée : UAR44 ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le TAAM (exemple : 1675LXXXXX).

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence du n° de marché qui figure sur le bon de commande ;
- Le n° de la commande 1675LXXXXX ;
- Le descriptif des prestations facturées ;
- La quantité des prestations facturées ;
- Le montant en euros HT des prestations réalisées ;
- Les taxes afférentes des prestations réalisées ;
- Le montant en euros TTC des prestations réalisées.

L'émission de bons de commande pour les prestations à prix unitaires pourra se faire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Par conséquent, la durée d'exécution des bons de commande pour les prestations à prix unitaires émis la dernière année de validité du marché peuvent s'étendre au-delà de cette dernière durée, le paiement des prestations commandées pourra avoir lieu après le terme du marché.

### **7.3 Délai global de paiement**

Dans le respect des articles L2192-10 à L2192-11 et R2192-10 à R2192-30 du code de la commande publique, les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

- **Intérêts moratoires**

Conformément aux articles L2192-12 à 14 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, les intérêts moratoires sont payés directement au titulaire ou au sous-traitant le cas échéant. Ils sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 12 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## **ARTICLE 8 - AVANCE FORFAITAIRE**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 - GARANTIES FINANCIERES**

Sans objet.

## **ARTICLE 10 - SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE**

Dans les 15 jours qui suit la notification, une réunion de démarrage est effectuée entre le laboratoire du TAAM et le titulaire de chaque lot et leurs personnels mis en place.

Cette réunion permettra notamment d'aborder la mise en place d'un plan de prévention des risques.

Ensuite, une réunion semestrielle est organisée entre le laboratoire et le titulaire afin d'effectuer un bilan du semestre et d'ajuster si besoin l'organisation de la prestation.

En cas de nécessité, une réunion intermédiaire peut être organisée.

## **ARTICLE 11 - CLAUSES DE REEXAMEN**

### **11.1 Modification du périmètre**

En cas de modification de l'organisation des prestations et de l'évolution du périmètre d'intervention décrit dans l'annexe 1 du CCTP, ces changements sont intégrés dans ce document.

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, si de nouvelles prestations sont liés au périmètre de cet accord-cadre, ces nouvelles prestations seront introduites par voie d'avenant. Ces nouveaux prix sont contractuels.

### **11.2 Volumétrie**

Dans le cas où la volumétrie liée au périmètre de cet accord-cadre venait à diminuer ou à augmenter, cette nouvelle volumétrie sera intégrée au marché.

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, s'il y avait une fluctuation de la volumétrie liée au périmètre de cet accord-cadre, cette nouvelle volumétrie sera introduite par voie d'avenant. Ces nouveaux prix sont contractuels.

## **ARTICLE 12 - VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place de la Personne Responsable du Marché.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Le délai imparti pour le CNRS pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD**

Tout retard dans les délais d'exécution mentionnés ci-après, peut donner lieu à des pénalités de retard. Ces pénalités sont déduites sur la facture concernée suivant le constat du retard. Le défaut de remplacement d'un personnel absent est pris en compte dans les pénalités de retard.

Les délais contractuels d'exécution sont les délais qui figurent dans l'offre du titulaire si ces délais sont inférieurs à ceux indiqués dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule ci-après :

$$P = (V \times R) / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

P ne peut dépasser 30% de V.

**Le calcul des pénalités est propre à la commande concernée : Par bon de commande pour les prestations à prix unitaires et par bon de commande mensuel pour les prestations à prix forfaitaires.**

## **ARTICLE 14 - OBLIGATION DU TITULAIRE**

### **14.1 Obligations générales**

Tous les documents émis par le titulaire, les inscriptions sur les matériels, et les modes d'emploi, doivent être rédigés en français.

Le titulaire est tenu de fournir au Délégué Régional de la délégation Centre Limousin Poitou Charente, les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et ce, jusqu'à son terme.

Il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 16 ci-après, lorsque, après signature du marché, il ressort que sont inexactes :

- Les pièces mentionnées ci-dessus, remises au titre de la candidature ou en application de l'alinéa précédent ;
- Les attestations et certificats délivrés par les établissements et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, remis au titre de la candidature.

#### **14.2 Confidentialité**

Le titulaire est tenu par une obligation de confidentialité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite du TAAM, les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette disposition s'applique également pour le cas où le titulaire souhaite utiliser les prestations, objet de l'accord-cadre, comme référence commerciale.

L'engagement de confidentialité du titulaire prend fin 10 ans après la date de signature de l'accord-cadre. Le titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée des accords-cadres et notamment en cas de résiliation.

L'accès du personnel du titulaire aux locaux concernés par le présent accord-cadre est soumis aux conditions générales imposées au personnel étranger à la personne publique, en particulier pour tout ce qui est relatif aux obligations de discrétion et à la protection du secret (notamment du secret professionnel).

Le titulaire, ou tout personnel employé par le titulaire, ne peut divulguer les informations relatives au TAAM, dont il pourrait être amené à avoir connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces obligations s'imposent également aux éventuels sous-traitants du titulaire.

#### **14.3 Zone à régime restrictif (ZRR)**

##### **Mesures de sécurité**

En complément de l'article 12.2 du présent CCAP, il est précisé que lorsque les prestations seraient à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

##### **Certification et sécurité des personnels**

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsdl/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;



- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet des marchés subséquents.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre des marchés subséquents.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements et installations concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### **Mesures de portée générale**

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues à l'article 8 du règlement de la consultation.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au titulaire.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché et les marchés subséquents, aux frais et risques du titulaire.

Les personnels du titulaire participant aux prestations du présent marché et de ses marchés subséquents ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à

connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché et de ses marchés subséquents. L'exécution du marché et de ses marchés subséquents peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché et de ses marchés subséquents sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché

## **ARTICLE 15 - RESILIATION**

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables. En cas de défaillance en cours de l'accord-cadre du titulaire pour répondre aux besoins des laboratoires, le marché sera résilié de plein droit par le CNRS sans mise en demeure préalable.

## **ARTICLE 16 - LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les tribunaux administratifs sont seuls compétents.

## **ARTICLE 17 - NORMES**

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées.

## **ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG-FCS, par l'article 2 du présent CCAP.  
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS, par l'article 13 du présent CCAP.